



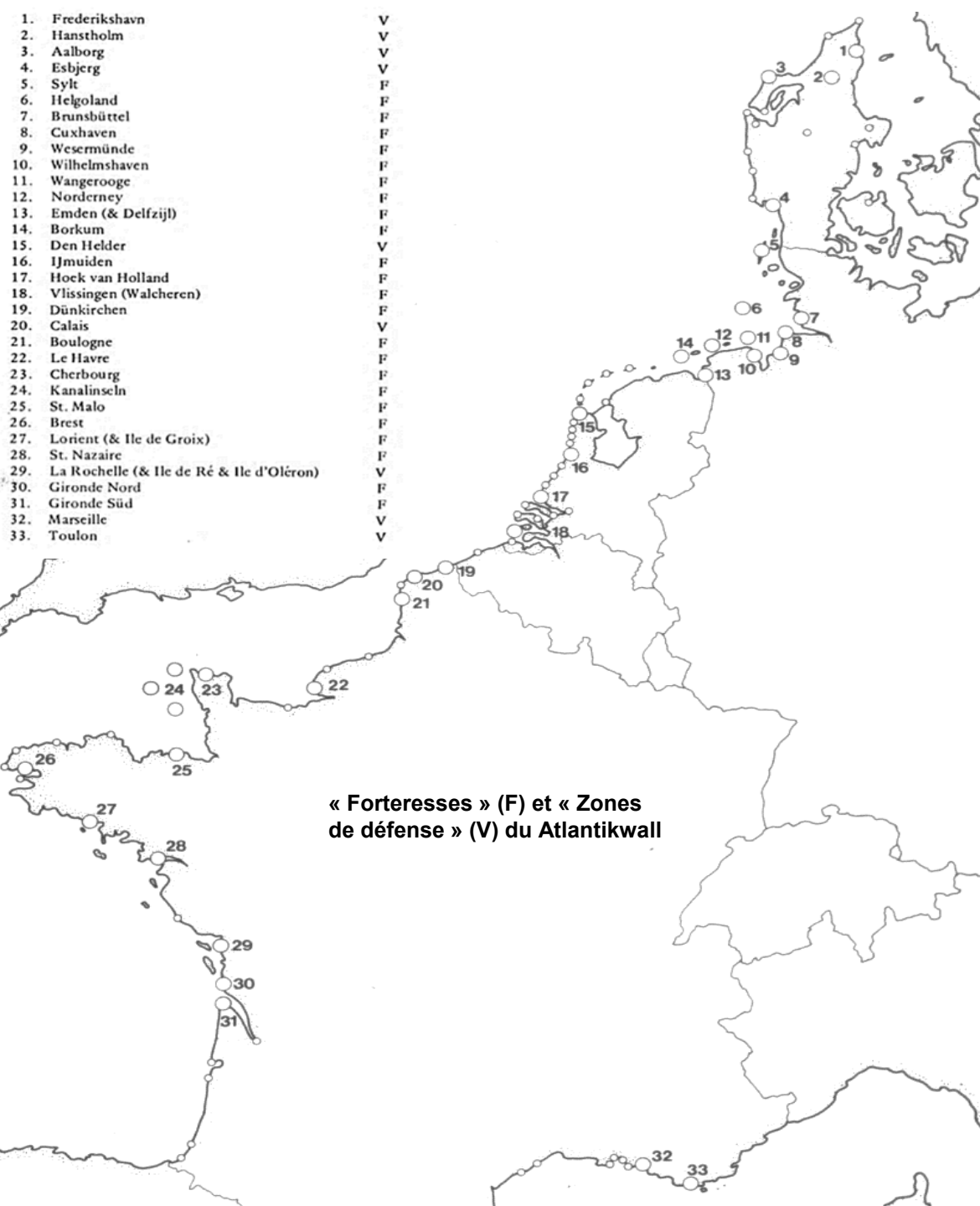
Le « Mur de l'Atlantique »

Lieux de mémoire en Aquitaine

Une exposition en ligne

© 2020 Peter Gaida

1. Frederikshavn V
2. Hanstholm V
3. Aalborg V
4. Esbjerg V
5. Sylt F
6. Helgoland F
7. Brunsbüttel F
8. Cuxhaven F
9. Wesermünde F
10. Wilhelmshaven F
11. Wangerooge F
12. Norderney F
13. Emden (& Delfzijl) F
14. Borkum F
15. Den Helder V
16. IJmuiden F
17. Hoek van Holland F
18. Vlissingen (Walcheren) F
19. Dünkirchen F
20. Calais V
21. Boulogne F
22. Le Havre F
23. Cherbourg F
24. Kanalinseln F
25. St. Malo F
26. Brest F
27. Lorient (& Ile de Groix) F
28. St. Nazaire F
29. La Rochelle (& Ile de Ré & Ile d'Oléron) V
30. Gironde Nord F
31. Gironde Süd F
32. Marseille V
33. Toulon V



« Forteresses » (F) et « Zones de défense » (V) du Atlantikwall

2 La « forteresse Europe »

Après l'expérience de la guerre des tranchées durant la Première Guerre mondiale, plusieurs pays construisent dans les années trente des longues lignes de défense en Europe.

L'Union soviétique construit de la Mer noire à la Mer baltique la « ligne Staline », puis la « ligne Molotov ». L'Italie fasciste construit une ligne de défense tout au long des Alpes. Dans le nord-est de la France, la IIIe République bâtit à la frontière allemande la « ligne Maginot ». En 1944, l'Espagne franquiste entame la construction de 10 000 bunkers le long des Pyrénées.

De 1938 à 1940, le IIIe Reich construit face à la ligne Maginot une ligne de défense avec 18 000 bunkers nommée « Mur de l'Ouest » (*Westwall*). Les travaux sont confiés à l'ingénieur nazi Fritz Todt et permettent d'établir des nouveaux standards pour une rapide construction des bunkers (*Regelbauten*).

Après l'occupation de la zone libre en 1942, l'armée allemande construit une ligne de défense (*Sudwall*) sur les côtes de la Méditerranée. Après le débarquement allié en Italie en 1943, elle construit aussi la « ligne gothique » (*Gotenwall*) à travers l'Italie.

En 1943, le IIIe Reich entame la construction du « Mur de l'Est » (*Ostwall*), un système de fortifications érigées en Pologne, et une ligne de défense en Pomeranie (*Pommernwall*).

Mais la plus importante ligne de défense devient le « Mur de l'Atlantique » (*Atlantikwall*). En décembre 1941, Hitler ordonne la création d'une ligne de fortification sur toute la façade atlantique, en Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique et en France. À ses généraux, assez sceptiques à son idée, Hitler dit : « Je me fixerai en France comme le chancre. »

Début 1944, le « Mur de l'Atlantique » est équipé avec 3 000 canons d'artillerie et 2 000 canons antichars dans 8 000 bunkers achevés, pour lesquels l'armée allemande coule dix millions de m³ de béton, un volume correspondant à 40 centrales nucléaires modernes.

Le 6 juin 1944, Hitler se vante : « Je suis le plus grand bâtisseur de forteresses de tout les temps. J'ai construit le Westwall ; j'ai construit le Atlantikwall. »



Le Musée « Le Grand Blockhaus » à Batz-sur-Mer en Loire-Atlantique (www.grand-blockhaus.com)



3 La France dans l'« Europe d'Hitler »

La France est avec la Belgique le seul pays qu'Hitler aurait vu de ses yeux.

L'expérience des tranchées dans le Nord de la France évacuée et détruite pendant la Première Guerre mondiale marque profondément le jeune Hitler, alors que la langue et la culture française lui demeurent étrangères. Son image de la France reste dominée par la guerre.

Issue de cette expérience, il développe dans l'entre-guerres une idéologie, fixée dans les deux tomes de son ouvrage *Mein Kampf*, qui anticipe tous les buts de sa future politique : La révision du traité de Versailles et « la conquête de l'espace vital à l'Est pour le peuple allemand. »

Après dix mois d'attente, les chars allemands percent le 11 mai 1940 les lignes françaises dans les Ardennes et parviennent en onze jours à traverser le Nord de la France jusqu'à Calais.

Avec la défaite française, Hitler achève son premier but : La révision de la défaite allemande de 1918 et la destruction militaire de « ennemi héréditaire ». La victoire en France devient la « plus grande victoire d'Hitler ».

En décembre 1940, Hitler doit déclarer que la bataille aérienne de l'Angleterre est perdue, et l'invasion de l'île est abandonnée. De ce fait, déjà en 1940, Hitler perd sa première bataille.

Bien que la menace à l'Ouest ne soit pas maîtrisée, Hitler modifie profondément sa stratégie et prend, en attaquant l'Union soviétique, le risque d'une guerre sur deux fronts. Pour l'historien allemand Eberhard Jäckel, ce changement dans sa stratégie fut « la décision la plus lourde de conséquences qu'Hitler ait jamais prise. »

Fin 1941, quand la menace d'une invasion alliée se concrétise avec l'entrée en guerre des États-Unis, Hitler ordonne la construction de 15 000 bunkers sur toute la façade atlantique en Europe. Les travaux sont confiés à une structure nazie : « l'Organisation Todt ».



Le musée « Le Blockhaus d'Eperlecques »
(Pas-de-Calais) (www.leblockhaus.com)

4 L'« Organisation Todt » (OT) en France

En 1938, selon une idée du dictateur allemand, une nouvelle structure pour les travaux publics est créée dans le IIIe Reich.

Cette organisation, qui porte le nom de son directeur, l'ingénieur Fritz Todt, se développe rapidement et devient un outil indispensable pour l'infrastructure, la défense et la production industrielle dans « l'Europe d'Hitler ».

Fritz Todt possède de grandes qualités d'organisation et parvient à enthousiasmer ses collaborateurs. Jusqu'à sa mort mystérieuse dans un accident d'avion en février 1942, il reste un fidèle adepte d'Hitler.

Après la mort de Todt, son organisation est intégrée dans le ministère d'armement du Reich sous la direction de l'architecte Albert Speer. Speer réunit ainsi dans ses mains toute la production de la machine de guerre allemande.

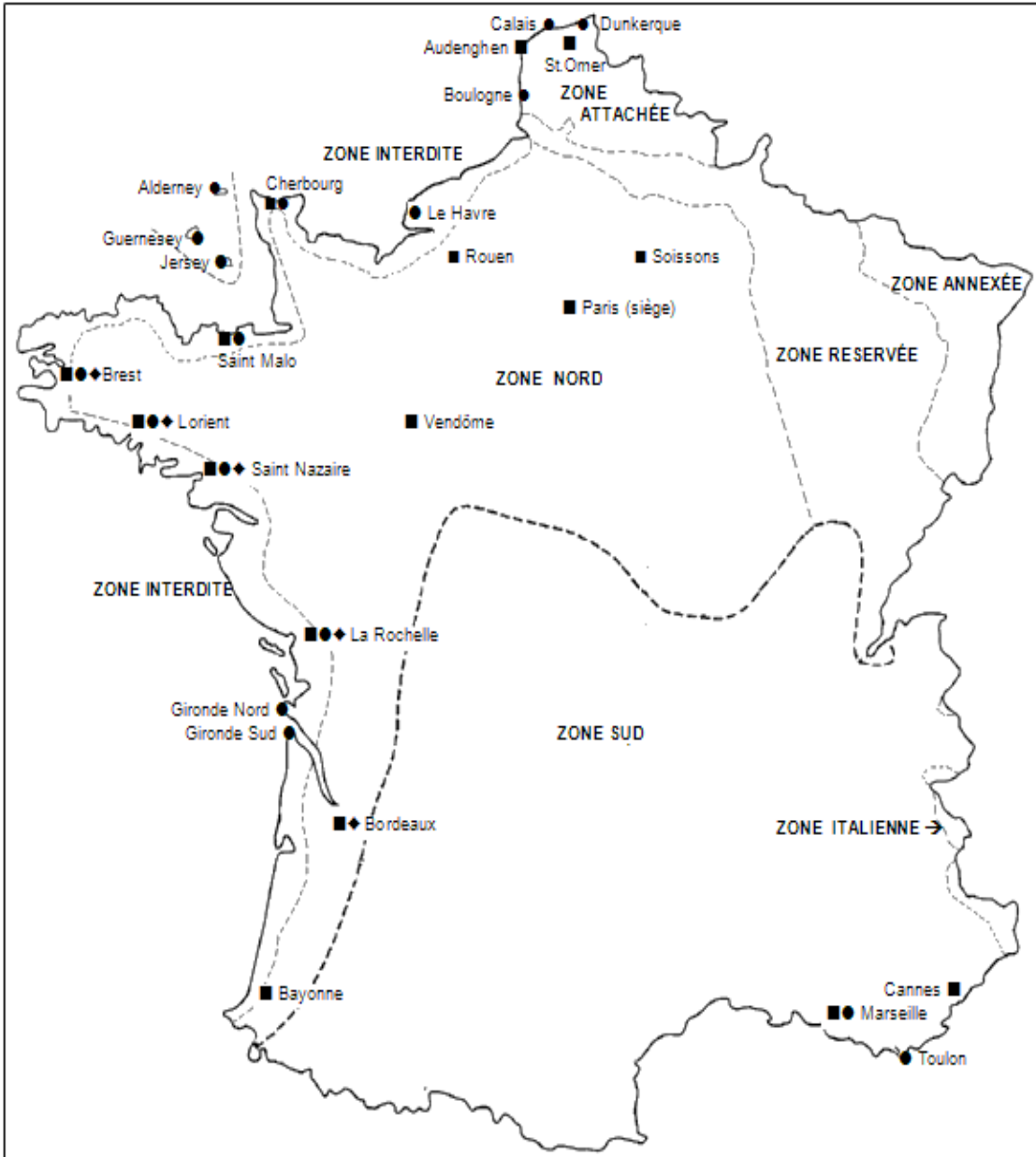
Au début, le personnel de l'OT se recrute parmi les Allemands volontaires ou réquisitionnés. Au cours des conquêtes allemandes en Europe, des milliers d'hommes et femmes requis, surtout en Russie, en Pologne et en France deviennent des travailleurs forcés pour l'Organisation Todt.

A partir de 1943, l'OT emploie aussi des détenus provenant des camps de concentration. En 1944, l'OT emploie au total 1,4 millions de personnes.

En France, l'Organisation Todt construit six bases sous-marines, des « forteresses », des rampes de lancements pour missiles et des milliers de bunkers du « Mur de l'Atlantique ». En 1944, elle emploie 291 000 personnes en France, dont 50 000 travailleurs forcés.

L'Organisation Todt crée de nombreux camps de travail en France, pour des prisonniers de guerre coloniaux et soviétiques ainsi que pour 35 000 internés espagnols et 10 000 juifs.

Les camps les plus durs de l'Organisation Todt sont installés dans le Nord de la France. Plusieurs milliers de juifs belges sont forcés de construire des bunkers avant leur déportation dans les camps de la mort en Pologne.



- Direction régionale (OBL)
- Forteresse du « Mur de l'Atlantique »
- ◆ Base sous-marine
- Ligne de démarcation



Le musée « La Batterie Todt » au cap Gris-Nez, Pas-de-Calais (www.batterietodt.com)



5 La France sous l'Occupation

La France occupe une place particulière en « Europe d'Hitler », étant divisée en cinq parties : le Nord est attaché à la Belgique, l'Est est attaché au Reich, et une ligne de démarcation divise la France en territoire occupé et non-occupé.

La zone occupée est administrée par l'armée allemande, une partie du Sud-Est est administrée par l'Italie. Seul le Sud reste jusqu'en novembre 1942 sous contrôle d'un nouveau régime français installé à Vichy.

Pendant l'attaque allemande contre la France, le gouvernement se retire à Bordeaux et, le 22 juin, le maréchal Pétain, nouveau chef d'État, signe à Compiègne un armistice avec le vainqueur. En octobre 1940, il rencontre Hitler à Montoire et il lui propose sa collaboration par une poignée de mains symbolique.

Pour l'administration du pays, les militaires allemands dépendent de la coopération des autorités françaises qui sont contrôlées par le régime de Vichy.

Le régime de Vichy obtient ainsi en politique étrangère la possibilité d'une collaboration volontaire avec le IIIe Reich et en politique intérieure les mains libres pour engager une politique de « Révolution nationale ».

Aucun autre pays en « Europe d'Hitler » n'a entrepris autant de réformes radicales que l'« État français ». Le régime de Vichy a organisé la réquisition de 450 000 travailleurs français dans le IIIe Reich et l'internement de milliers de juifs, résistants, tziganes et étrangers.

Durant l'occupation allemande, 76 000 juifs et 86 000 résistants sont déportés de France, avec la collaboration du régime de Vichy.

Face à la menace d'un débarquement allié en France, le régime cherche également à participer au « Mur de l'Atlantique ». Pour Pétain, un engagement français est une question de sa souveraineté.

Avec une participation française, le régime cherche à démontrer sa valeur en tant que véritable partenaire, mais sa demande est retoquée par Hitler : Le *Atlantikwall* demeure allemand.



Le musée « La coupole » près de Saint-Omer, Pas-de-Calais (www.lacoupole-france.com)



6 La collaboration de l'économie française

Par l'occupation de la France, le régime nazi met la main sur l'un des plus importants pouvoirs économiques dans le monde avec une industrie développée, un capital liquide et une main-d'œuvre qualifiée.

En conséquence, l'économie française devient pour la machine de guerre nazie une « perle » dans l'Europe d'Hitler qui fournit la majeure partie des efforts industriels, financiers et sociaux de tous les pays occupés.

La France devient par la suite le plus important partenaire commercial du IIIe Reich. D'octobre 1940 à avril 1944, l'armée allemande passe des commandes pour 460 milliards francs à 3 600 entreprises françaises.

Pendant quatre ans, l'industrie d'aviation et d'acier travaillent à 100 %, les chantiers navals, l'industrie automobile et du bâtiment travaillent à 80 % pour l'économie de guerre allemande. Pendant l'Occupation, la France est l'« établi prolongé » du IIIe Reich.

Quant à l'industrie du bâtiment, elle passe en mai 1942 sous le contrôle total de l'occupant. Selon l'historien économique Alain Milward, le Mur de l'Atlantique fut le « plus grand projet de construction de l'économie nationale pendant l'Occupation. »

En 1943/44, le IIIe Reich transfère 18 milliards de francs à l'OT et 14 milliards à la marine afin de payer les entreprises chargées de sa construction. De l'argent public est ainsi transféré par les frais d'occupation sur des comptes privés des entrepreneurs.

Les gains de l'industrie du bâtiment sont considérables : Selon une étude de la CGT de 1948, plus de 153 entreprises multiplient leur chiffre d'affaire, par rapport à l'avant-guerre par 50, 85 entreprises l'ont multiplié par 100 et 36 même par 200. Le volume des travaux français du « Mur de l'Atlantique » est estimé à 16 milliards de francs.

A travers les frais d'occupation, la société française finance les bunkers, pendant que l'industrie du bâtiment s'enrichit par une étroite collaboration avec l'Organisation Todt durant la construction du *Atlantikwall*.



Le musée « Le Grand Bunker » à Ouistreham, Calvados (museegrandbunker.com)

7 L'Aquitaine sous l'Occupation

Durant l'Occupation, l'Aquitaine devient par sa frontière avec l'Espagne un avant-poste stratégique dans l'Europe de Hitler.

Cependant, les côtes aquitaines ne sont pas conquises par Hitler, mais échangées contre le Massif Central et la vallée de la Loire, pendant les négociations pour l'armistice.

En juin 1940, l'armée allemande avance jusqu'à la frontière espagnole. Fin 1940, des unités importantes sont envoyées au pays basque pour les préparatifs de l'opération « Félix », une occupation militaire de l'Espagne.

Le 23 octobre, Hitler rencontre le dictateur espagnol à Hendaye pour le convaincre d'entrer en guerre contre l'Angleterre, mais Franco refuse de participer à la guerre, et l'opération « Félix » est abandonnée.

Avec l'Occupation, l'Aquitaine est coupée en deux par une « ligne de démarcation ». Toute la région souffre du rationnement alimentaire, et Bordeaux devient lieu de combat. En août 1940, les Alliés bombardent la base sous-marine de Bordeaux, provoquant la mort de 250 civils.

La région connaît également une forte migration. Pendant quatre ans, des résistants, communistes et juifs tentent de quitter l'Europe d'Hitler en traversant les Pyrénées, mais la plupart est soit arrêtée par les douaniers, soit meurt en montagne.

Le Sud-Ouest est le lieu du plus important massacre de l'armée allemande commis en Europe occidentale. Le 10 juin 1944, un détachement de la division blindée SS « Das Reich », en route pour la Normandie, commet dans le village d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) un massacre sur la population civile.

642 habitants sont massacrés par la division SS, et le village est entièrement détruit. Les femmes et les enfants sont brûlés vifs dans l'église, les hommes sont exécutés et leurs corps brûlés.

Après la Libération, les ruines du village sont conservées et transformées en un lieu de mémoire. Classées monument historique en 1946, les ruines du village martyr et le Centre de la mémoire sont visités chaque année par 300 000 personnes.



Le centre de la mémoire d'Oradour (Haute-Vienne)





8 Le « STO » en Aquitaine

Le régime de Vichy conçoit le cadre législatif pour une exploitation de la main-d'œuvre française des deux côtés du Rhin.

En juin 1942, le régime installe la « Relève », un échange de trois ouvriers volontaires contre un prisonnier de guerre dans le IIIe Reich. Mais la Relève connaît un faible succès, et le régime impose un service de travail pour toute la population.

En février 1943, une loi sur le « Service de travail obligatoire » (STO) oblige des classes d'âge entières à partir travailler dans le IIIe Reich. Le régime établit ainsi son propre appareil de réquisition qui épargne les autorités allemandes intervenir par ses propres moyens.

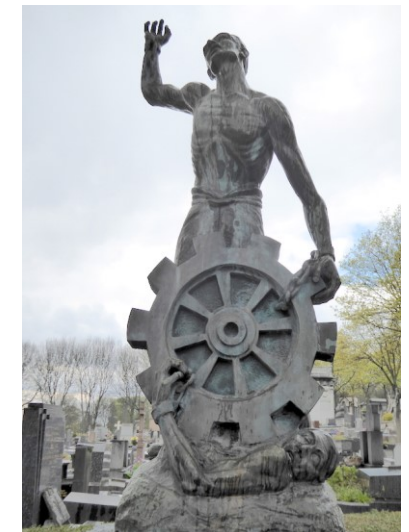
L'administration de Vichy en Aquitaine collabore également en matière de main d'œuvre. Le département de la Gironde se révèle un modèle pour le départ des ouvriers dans le IIIe Reich dans le cadre de la Relève et du STO : en tout, plus de 10 000 hommes et femmes de la Gironde partent dans le IIIe Reich.

Dans le département des Landes, la « Relève » connaît un moindre succès. Jusqu'en juin 1942, seul 239 hommes se présentent pour le départ volontaire mais après l'institution du STO, environ 6 000 partent dans le Reich, et 756 ouvriers travaillent sur place pour l'OT.

En pays basque, 650 ouvriers partent volontairement en Allemagne, et 3 000 personnes sont forcées par le STO.

L'Organisation Todt reçoit 1 300 hommes, et une centaine d'ouvriers construit également une « deuxième ligne » dans l'arrière-pays.

Le STO instauré par le régime de Vichy permet ainsi à l'occupant de réquisitionner plusieurs milliers de Français pour la construction du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine.



Mémorial des déportés du travail au cimetière Père Lachaise (Paris)



9 La Résistance en Aquitaine

Le département des Landes est très tôt un foyer de la Résistance. Fin 1940, les premiers cercles établissent des imprimeries illégales, et en juillet 1942, le groupe « Organisation civile et militaire » (OCM) compte 360 membres.

Ces activités débutent par la distribution des tracts et par l'organisation des évasions à travers la frontière. En novembre 1942, la Résistance dans les Landes est fournie en armes et en explosifs par parachutage, et elle entreprend en coopération avec des commandos anglais des actes de sabotage contre les voies ferrées et commettent des attentats contre l'occupant.

Au pays basque, la Résistance crée un réseau de passeurs pour l'acheminement des réfugiés, aviateurs anglais et résistants à travers les Pyrénées. Elle transmet aussi des renseignements sur le « Mur de l'Atlantique » aux Alliés, et plusieurs réseaux (MUR, FFI, FTP) passent à la résistance armée.

En Gironde, la Résistance est durement touchée par l'affaire « Grandclément ». Le chef de l'OCM, André Grandclément, est arrêté par la police française et conclut un marché avec la *Gestapo*. En échange d'une libération des camarades et de sa femme, il dévoile ses dépôts d'armes. Grand-clément et sa femme sont abattus le 27 juillet 1944 par un commando de la Résistance.

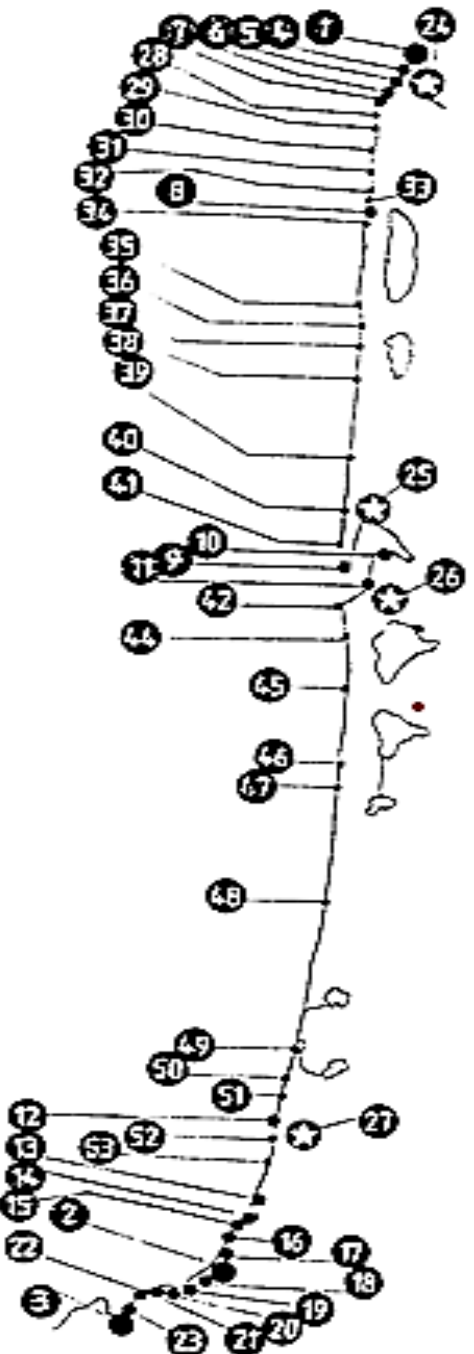
Le 14 juillet 1944 les troupes nazies épaulées par des hommes de la *Milice* attaquent, au sud-ouest du village de Saucats la ferme de Richemont qui abrite un groupe de résistants âgés de 17 à 23 ans. Douze sont tués sur place et un treizième fusillé au Camp de Souge. Neuf de ces jeunes hommes étaient des étudiants du lycée Michel-Montaigne de Bordeaux.

Quant au « Mur de l'Atlantique » dans la région, il est la cible d'un étonnant espionnage. Deux étudiants en médecine, en permission de rentrer en zone côtière, rassemblent pendant deux ans des renseignements sur les bunkers sur le bord de l'estuaire de la Gironde, transmis ensuite aux Alliés. Leur hôpital Saint André à Bordeaux se développe en un lieu de résistance, abritant des juifs, des pilotes anglais et des évadés.



Mémorial de la ferme de Richemont à Saucats (Gironde)

- Batterie d'artillerie lourde
- ★ Station radar



- 1 Plage de Grave
- 2 Guéthary
- 3 Hendaye
- 4 Pointe de Grave
- 5 Trois Frères
- 6 Claire
- 7 Les Huttes
- 8 Hourtin
- 9 Cap Ferret
- 10 Le Mouleau
- 11 Gaillouneys
- 12 Cap Breton
- 13 Vieux Boucau Bayonne
- 14 Chuberta Bayonne
- 15 Pointe St. Martin Bayonne
- 16 Biarritz
- 17 Guéthary II
- 18 Guéthary III
- 19 Ste. Barbe St. Jean-de-Luz
- 20 Ciboure St. Jean-de-Luz
- 21 Bordigain St. Jean-de-Luz
- 22 Socca St. Jean-de-Luz
- 23 Hendaye
- 24 St. Nicolas "Vogel"
- 25 Arcachon - Belisaire
- 26 Arcachon - Pilat
- 27 Labenne
- 28 L'Amélie
- 29 Pointe de Négarde
- 30 Le Gurp
- 31 Montalivet
- 32 Lède de Fraymes
- 33 Lède de Junca
- 34 Hourtin
- 35 Le Crohot de France
- 36 Lacanau-Océan
- 37 Le Forge
- 38 Grand Crohot-Océan
- 39 Bayle
- 40 Le Truc Vert
- 41 La Vigne
- 42 Pointe d'Arcachon
- 43 Aéroport de Cazaux
- 44 Long-Lamas
- 45 Biscarrosse
- 46 Cantis-les-Bains
- 47 St-Girons
- 48 Maliets
- 49 Vieux Boucau
- 50 Seignasse
- 51 Hassegor
- 52 Ondres-Plage
- 53 Tarnos

10 Le « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine

Le « Mur de l'Atlantique » sur les côtes aquitaines s'étend sur 260 kilomètres, de l'estuaire de la Gironde par les longues plages sableuses des Landes jusqu'à la côte rocheuse au pays basque.

Puisque la côte ne dispose que de peu de ports, et l'arrière-pays faisant barrage par des grands lacs et des forêts, elle n'est que peu fortifiée par l'armée allemande. Seuls les ports de Bayonne et de Saint Jean-de-Luz, le bassin d'Arcachon, la base sous-marine de Bordeaux et l'estuaire de la Gironde sont fortifiés en « zone de défense ».

En août 1944, environ 15 000 personnes travaillent sur les chantiers du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine : plusieurs milliers de réfugiés espagnols, de prisonniers de guerre nord-africains et sénégalais, ainsi que des Français : 2 000 en pays basque, 4 000 en Gironde et dans les Landes. Au total, l'OT et l'armée allemande emploient environ 45 000 personnes en Aquitaine.

L'Organisation Todt construit en Aquitaine une chaîne de positions militaires avec près de 700 bunkers, équipés de plus de 200 canons d'artillerie. En juin 1944, 129 blockhaus sont encore en construction.

Le « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine se compose de « points d'appuis », armés avec des canons lourds, de « nids de résistance » avec des armes légères et de quatre stations radars.

La plupart des « points d'appuis » se trouvent sur la côte basque, seules les bords de l'estuaire de la Gironde sont transformés en « forteresses », avec l'ordre personnel d'Hitler de les défendre « jusqu'à la dernière balle ».

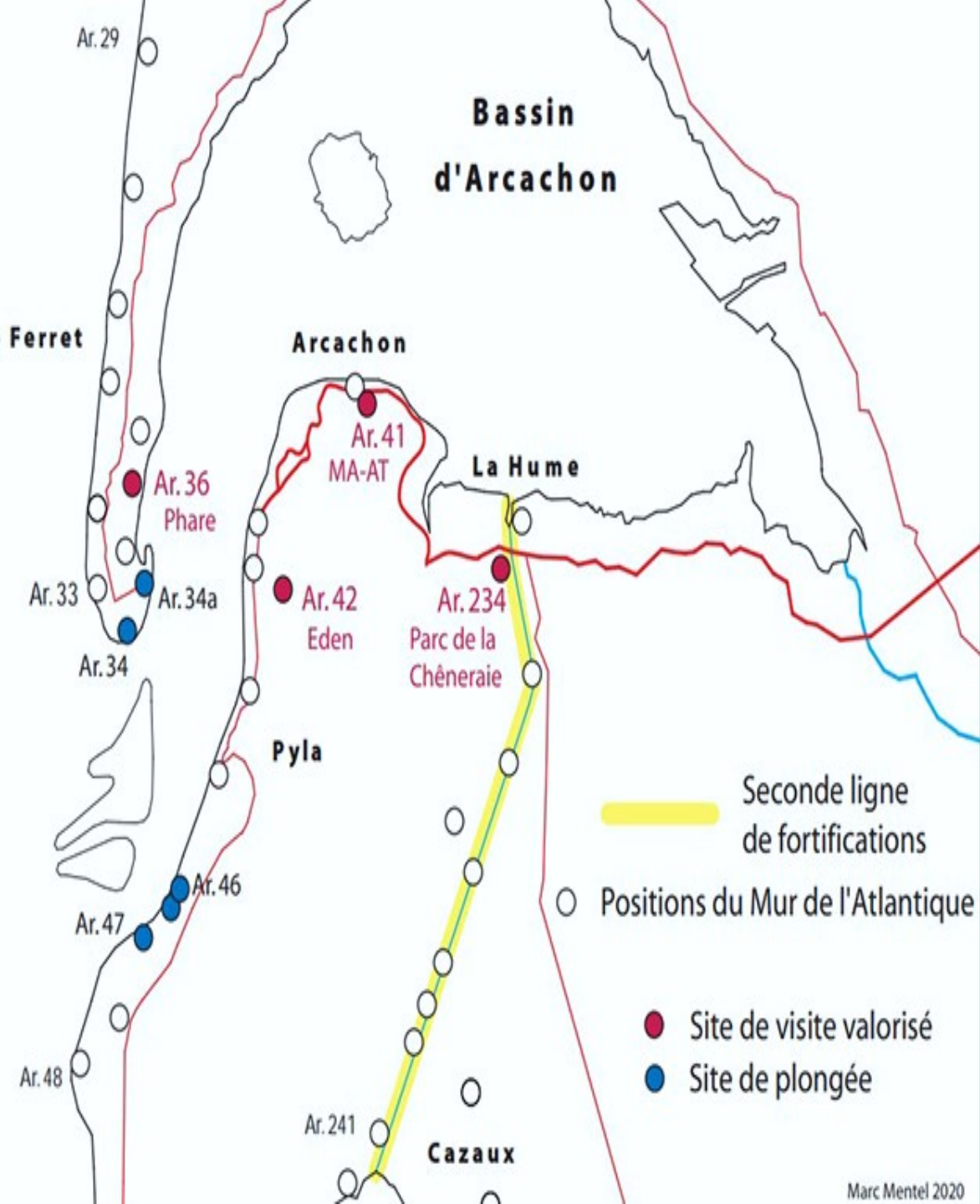
Trois divisions d'infanterie, composées de soldats âgés et mal équipés, occupent les stations balnéaires, cinq groupes d'artillerie sont chargés de l'artillerie lourde. Deux autres groupes d'artillerie de réserve sont stationnés dans l'arrière-pays. Au total, les gardiens du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine se chiffrent à environ 14 000 hommes.



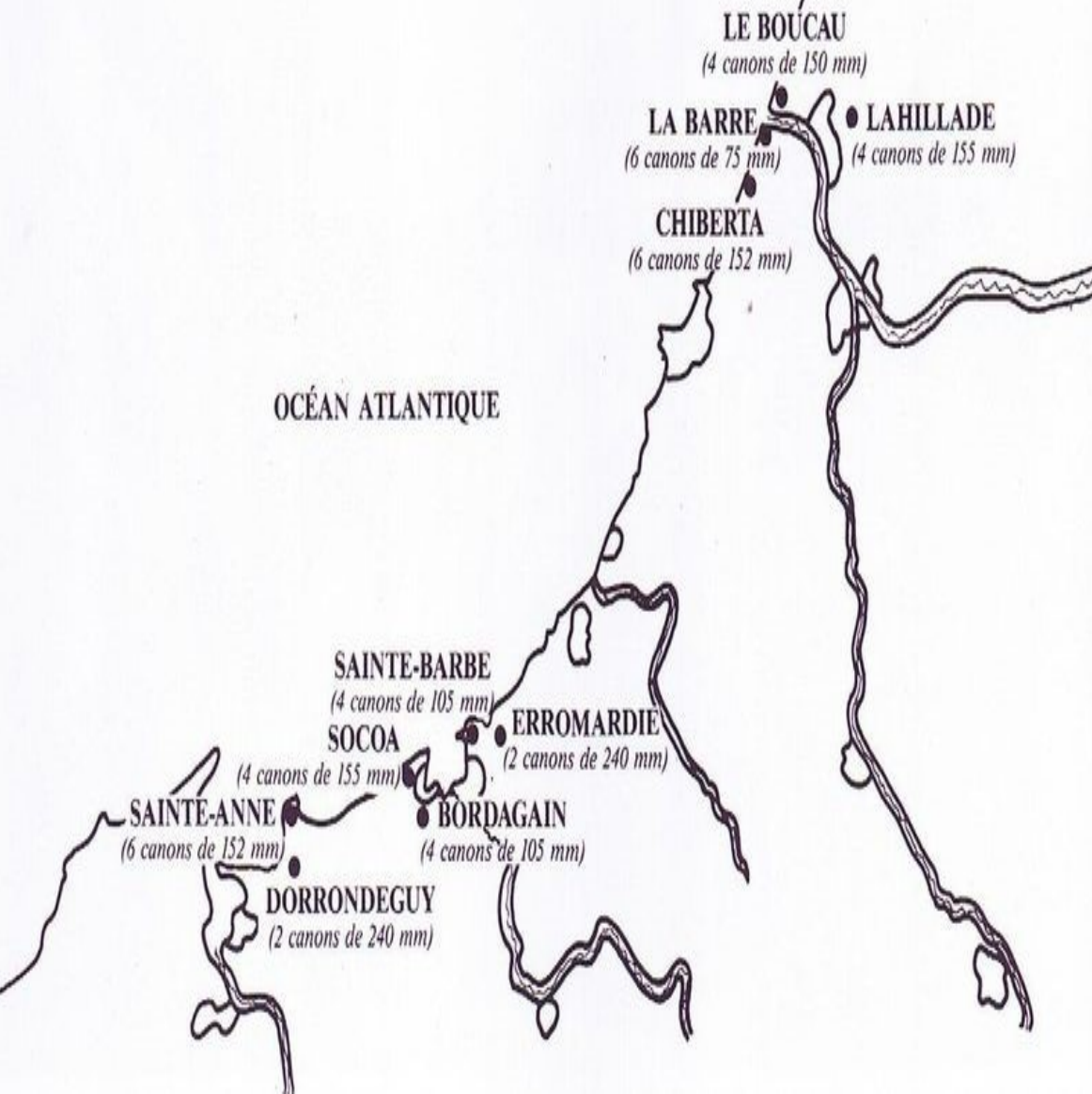
Mémorial de la « Forteresse Médoc Nord » à Souillac-sur-Mer, Gironde (www.forteresse-nord-medoc.org)

11 Le « Mur de l'Atlantique » sur le bassin d'Arcachon

Espace réservé aux associations

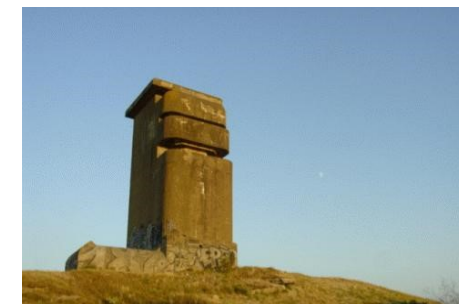


BATTERIES COTIERES (Juin 1944)



12 Le « Mur de l'Atlantique » au pays basque

Espace réservé aux associations





13 Bordeaux sous l'Occupation

Le 16 juin 1940, le conseil des ministres décide de proposer à l'Allemagne un armistice, et le Maréchal Pétain est chargé de constituer un nouveau gouvernement.

En conséquence, une partie du gouvernement part de Bordeaux avec le paquebot « Massalia » vers les colonies, et un secrétaire d'État, le général Charles de Gaulle, quitte la ville par avion pour Londres.

À Bordeaux, la IIIe République se divise en adversaires et sympathisants de l'armistice, et la ville devient le lieu de naissance de la politique collaborationniste.

Dès le départ, la collaboration est très étroite : avant que le régime ordonne l'internement des « ennemis du régime » en septembre 1940, la police de Bordeaux procède à l'internement de personnes suspectes. La politique et l'administration régionale acceptent volontairement la collaboration avec l'occupant.

Les autorités locales rendent également service pour les réquisitions dans le Reich. Assistés par une presse publiant des articles enthousiastes pour le travail en Allemagne, jusqu'en janvier 1943, 10 000 ouvriers partent volontairement dans le cadre de la « Relève » pour le travail en Allemagne.

Avec l'introduction du STO, la police de Bordeaux crée même une unité spéciale pour la chasse aux réfractaires, la « brigade des oisifs ». En août 1943, Vichy félicite la ville pour ses efforts : « En ce qui concerne les résultats déjà acquis par les opérations pour la Relève, la région de Bordeaux se situe parmi les trois meilleurs. ».

L'OT évolue en plus grand employeur de la ville : en juin 1944, 31 000 ouvriers travaillent pour l'OT, 15 000 pour la marine allemande et l'armée de l'Air. Au total, 100 000 personnes travaillent dans la région de Bordeaux pour l'occupant.

Afin de protéger la base marine et aérienne, faisant partie du « Mur de l'Atlantique », la ville est fortifiée par vingt points d'appui sur les grands axes. Jusqu'en juin 1944, l'OT construit plus de 70 bunkers à Bordeaux et dans ses environs.



Le Centre national Jean-Moulin, consacré à la Résistance française (Bordeaux)



14 La persécution des juifs en Aquitaine

Durant l'Occupation, les juifs en France sont victimes de l'internement, de l'exploitation et de la déportation par le régime de Vichy et par le régime nazi.

Les juifs sont exclus de la fonction publique, leurs biens sont confisqués et le port de l'étoile jaune est obligatoire. Les étrangers juifs sont internés dans des camps français, et les SS créent un camp de concentration à Natzweiler en Alsace.

À partir du printemps 1942, les juifs dans toute l'Europe occupée sont victimes de la « solution finale » décidée par les nazis à la conférence de Wannsee. En France, avec la collaboration du régime de Vichy, 76 000 Juifs sont déportés entre 1942 et 1944 vers les camps d'extermination nazis.

En Aquitaine, les juifs sont internés dans de nombreux camps, ou incorporés dans des commandos de travail (GTE). En octobre 1940, sept trains spéciaux transfèrent 6 500 juifs allemands au camp de Gurs. Entre 1942 et 1944, plus de 1 600 juifs de la région de Bordeaux sont déportés dans les camps de la mort nazis.

Fait unique dans la France occupée, la Synagogue de Bordeaux est en janvier 1944 le lieu de détention des juifs avant leur déportation. Le préfet de police de la Gironde de l'époque, Maurice Papon, est condamné un quart de siècle plus tard pour crimes contre

l'humanité.

Selon des sources allemandes, environ 10 000 juifs sont forcés de travailler pour le « Mur de l'Atlantique » en France. Des juifs français sont livrés par le régime de Vichy à l'Organisation Todt pour la construction des bunkers sur l'île d'Alderney, occupée par l'armée allemande.

Internés dans un camp baptisé « Sylt », qui devient une dépendance du camp de concentration Neuengamme près d'Hambourg, un nombre inconnu succombe à des maladies, à la faim et à la torture.

Plusieurs milliers de juifs belges sont également forcés de construire des bunkers dans le nord de la France. Transférés de la Belgique dans plusieurs camps de l'Organisation Todt dans la Manche, ils sont après les travaux déportés dans les camps de la mort en Pologne.



La Synagogue de Bordeaux (construit en 1882)



15 Les vignobles bordelais sous l'Occupation

Avec l'Occupation allemande commence le pillage de l'économie française.

Durant quatre ans, des produits bruts d'une valeur de quatre milliards de *Reichsmark*, des installations industrielles d'une valeur de 450 millions et des produits agricoles pour six milliards sont transportés en Allemagne, dont 87 millions de bouteilles de champagne.

En Aquitaine, l'objet de désir des nazis est le vin : deux vignobles parmi les meilleurs du monde appartenant à un propriétaire juif, le Château Lafite-Rothschild et le Château Mouton-Rothschild, sont confisqués, alors que d'autres vignobles bordelais font des affaires florissantes.

Dès juin 1940, un jeune commerçant allemand de Brême, Heinz Boemers, est chargé par le maréchal Goering d'organiser pendant quatre années en tant que « délégué pour l'Import » la vente des vins bordelais vers le IIIe Reich.

Par Boemers, les négociants bordelais disposent d'un moyen confortable pour la vente dans le IIIe Reich, et le paiement s'effectue discrètement par des banques américaines.

Entre 1942 et 1943, le jeune négociant allemand vend à lui seul un million d'hectolitres vers le IIIe Reich, voire 7 % de toutes les exportations françaises.

Depuis 2008, la distillerie MOON HABOUR utilise un bunker du « Mur de l'Atlantique » à Bordeaux comme cave.

La soute de la base sous-marine d'une capacité de quatre millions de litres servait à stocker du fuel pour alimenter les sous-marins allemands. Il était relié par un pipeline souterrain aux alvéoles abritant les sous-marins.

Les caractéristiques de ce bunker correspondent aux conditions requises pour stocker les barriques et laisser vieillir le whisky pendant trois ans.



Cave de la distillerie MOON HABOUR dans un bunker de la base sous-marine à Bordeaux



16 Les camps de travail en Aquitaine

Durant l'Occupation, le régime de Vichy et les nazis créent un important nombre de camps d'internement et de travail en Aquitaine.

Par une loi du 27 septembre 1940, le régime de Vichy déclare les réfugiés étrangers sans ressources « en surnombre dans l'économie nationale » et les intègre de force dans des commandos de travail, les « Groupes de travailleurs étrangers » (GTE).

En Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques, plusieurs GTE sont créés avec des réfugiés espagnols et des étrangers juifs. Ils travaillent durant l'Occupation sans salaire pour l'agriculture et l'industrie dans des conditions précaires. Les GTE deviennent des importants foyers de la Résistance en Aquitaine.

A Montendre (Charente), un camp de réfugiés, aménagé aux premiers mois de la guerre afin d'accueillir des réfugiés de l'est de la France, est transformé en « camp d'asilés ».

800 réfugiés espagnols qui ont fui l'Espagne franquiste, gardés par des gendarmes et des gardes civiles, sont réquisitionnés au camp d'aviation allemande de Bussac-Forêt.

A partir de 1941, plusieurs milliers d'Espagnols sont livrés par le régime de Vichy à l'Organisation Todt qui crée ses propres camps de travail en Aquitaine, pour la construction de la base sous-marine.

Le premier est installé à Saint Médard-en-Jalles (Gironde). En janvier 1941, il héberge plus de mille étrangers, transportés par train matin et soir au chantier sous surveillance de la gendarmerie française

L'OT crée d'autres camps à Bordeaux, dont le camp « Guynemer » occupé par des Belges et le camp « Lindemann » près du port hébergeant des Nord-Africains. Deux autres sont installés en ville : à Bordeaux-Bouscat et dans la caserne Niel à Bordeaux-Bastide pour 3 000 Espagnols.

Un nombre inconnu d'Espagnols est aussi envoyés sur les chantiers du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine pour le compte de l'armée allemande.



Mémorial du massacre du 17 juillet 1944 des résistants espagnols du 618^e GTE à Buziet (Pyrénées-Atlantiques)



17 Le camp de Gurs

Le camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) est avec une capacité de 18 500 personnes le plus grand camp du sud de la France.

Il est construit en avril 1939 par la IIIe République pour interner des républicains espagnols, des nationalistes basques et les « brigades internationales » fuyant le régime de Franco. Il est ensuite utilisé comme centre d'internement pour les « indésirables » du régime de Vichy.

Le camp sous administration française comprend 400 baraques entourées de barbelés. Il enferme outre les Espagnols des syndicalistes, socialistes et anarchistes français, et des juifs allemands, hollandais et belges.

D'octobre 1940 à novembre 1943, des juifs allemands expulsés du Pays de Bade et des réfugiés juifs d'Europe centrale sont regroupés au camp de Gurs où ils sont rejoints par des juifs raflés par la police de Vichy. Parmi eux se trouve en 1940 la philosophe allemande Hannah Arendt.

Durant cette période, plus de mille décès sont enregistrés dans le camp, dus aux maladies et à la sous-alimentation. Entre août 1942 et mars 1943, neuf convois avec près de 4 000 juifs partent de Gurs via Drancy dans les camps de la mort nazis.

Après la Libération, le camp de Gurs sert pour l'internement des prisonniers allemands et des Espagnols engagés dans la lutte contre Franco.

Dans l'après-guerre, le camp tombe dans l'oubli et les baraques disparaissent. Aujourd'hui, seul un petit mémorial et le cimetière avec des tombes juives et espagnoles rappellent l'existence du camp.

Un organisme allemand (*Kriegsgräberfuersogre*) s'occupe des tombes, et une association créée en 1980, « l'Amicale de Gurs », préserve la mémoire des victimes. Le camp de Gurs a fait l'objet de nombreux récits et études, et ses archives se trouvent aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques à Pau. Le projet d'un mémorial à Gurs est en cours.



Le cimetière du camp de Gurs
(Pyrénées-Atlantiques)



18 Le camp de Mérignac

Le camp de Mérignac est ouvert en mai 1940, après une ordonnance allemande sur la création des camps pour l'internement des communistes.

À côté des communistes, Mérignac accueille aussi des réfugiés espagnols, des tziganes et des juifs, dont plus de quatre cents sont transférés à Drancy en été 1942.

En septembre 1942, le camp de Mérignac rassemble des détenus politiques, des étrangers et des droits communs dans une trentaine de baraques.

Selon l'inspection des camps qui se rend à Mérignac, il y a des cas d'œdèmes de carence, les sanitaires sont inexistantes et un détachement travaille dans une usine de produits chimiques à proximité du camp.

Plus de 2 000 juifs de Bordeaux et de sa région sont internés au camp de Mérignac. 1 600 sont transférés au camp de Drancy puis déportés vers les centres de mise à mort en Pologne. Le camp de Mérignac devient en Aquitaine l'antichambre de la Shoah.

Suite à un ordre d'Hitler, la Wehrmacht applique un « code d'otage », prévoyant une exécution de cent prisonniers pour un Allemand tué dans un attentat.

Quand en octobre 1941 un officier allemand est tué à Bordeaux, la Wehrmacht choisit cent prisonniers et, le 24 octobre, la moitié d'eux est exécutée dans le camp allemand près de Souge.

Le camp militaire à Souge sert jusqu'en août 1944 pour trente autres exécutions de masse : le 28 juillet 1942, on exécute 70, le 11 janvier 1944, 20 personnes. Les victimes sont des communistes, des Polonais, des juifs et des Espagnols.

Au total, l'armée allemande exécute à Souge 330 personnes. Dans la région de Bordeaux, 806 personnes trouvent la mort par le « code d'otage » d'Hitler. La majorité provient du camp de Mérignac.



Mémorial des fusillés du camp de Souge (Gironde)



19 Les « Frontstalags » en Aquitaine

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'état-major français a massivement recours aux troupes coloniales.

Environ 130 000 requis militaires venant d'Afrique du Nord et d'Afrique occidentale, d'Indochine, de Madagascar et des Antilles sont recrutés pour la métropole, afin de participer à la bataille de France en mai 1940. Plus de 40 000 tombent au combat, et 3 500 sont massacrés par l'armée allemande.

Après l'armistice, près de 1,6 millions de prisonniers de guerre français partent pour un travail en Allemagne et demeurent pendant toute la période de l'occupation de la France un moyen de pression du IIIe Reich.

Quant aux troupes coloniales, elles restent pour des raisons raciales dans des camps en France, les « Frontstalags ». Parmi eux se trouve Léopold Senghor, futur président du Sénégal interné dans un camp à Poitiers.

En octobre 1941, la Direction des prisonniers de guerre chiffre les troupes coloniales demeurant dans ces camps en France à 68 000 soldats.

Dispersés dans toute la zone occupée, les Frontstalags alimentent une multitude de commandos de travail. Internés dans des conditions précaires, beaucoup de tirailleurs meurent de la tuberculose.

Quatre Frontstalags sont installés en Aquitaine, à Saint-Médard-en-Jalles, Sore, Bayonne, et Onesse-et-Laharie, avec de nombreux commandos de travail (*Arbeitskommando*).

Ils sont employés par l'Organisation Todt pour le construction du « Mur de l'Atlantique » dans les Landes et au pays basque. D'autres construisent la base sous-marine à Bordeaux.

En 2009, la tempête KLAUS a fait apparaître les vestiges d'un « Frontstalag » à Buglose dans les Landes. De 1940 à 1945, le commando de travail à Buglose enfermait des prisonniers coloniaux, dont 25 y sont décédés.

Depuis 2012, l'association « Mémoire du Camp de Prisonniers de Buglose » œuvre à la restauration du site, qui est le seul « Frontstalag » encore visible en Aquitaine.



Mémorial du *Arbeitskommando* de Buglose (Landes)



20 La « Légion indienne » en Gironde

En novembre 1943, Hitler demande à son meilleur soldat, le Maréchal Erwin Rommel, de forcer les travaux du « Mur de l'Atlantique ». Le nouvel « Inspecteur pour les fortifications à l'Ouest » entame un renforcement des plages par l'installation de plus d'un million d'obstacles.

Cependant, le « Mur de l'Atlantique » est vivement critiqué par ses propres généraux. Les chefs de la Wehrmacht voient très vite qu'il reste impossible de combler un manque d'hommes par des fortifications. Le général de la 15e armée en France note en octobre 1943 : « Le Mur de l'Atlantique n'est pas un « mur », mais plutôt une mince ligne souvent interrompue, avec quelques points plus stables. »

Quant à la tactique, elle reste mal conçue par les deux responsables du mur, le Maréchal Rommel et le général Rundstedt. Rommel préconise une ligne fixe avec le soutien des chars sur la plage, pendant que Rundstedt insiste sur une tactique souple avec des chars dans l'arrière-pays. Cette « controverse de chars » paralyse la défense allemande, même après le débarquement allié.

Quant à l'armement du « Mur de l'Atlantique », parmi 2 000 canons de l'armée de terre, seul 39 disposent d'une munition capable de percer un navire blindé, et seul la moitié est capable de toucher à grande distance. Côté armement, le *Atlantikwall* demeure un « requin sans dents ».

La troupe du « Mur de l'Atlantique » est également très hétéroclite. A côté des unités allemandes, 60 bataillons de l'Est (*Ostegion*) composés de Cosaques, Ukrainiens et Russes, sont stationnés sur l'*Atlantikwall*, dont cinq en Aquitaine.

En Gironde, l'*Atlantikwall* reçoit aussi des soldats de la « Légion indienne ». Six mille hommes sont recrutés par l'indépendantiste indien Subhas Chandra Bose parmi des prisonniers de guerre indiens, capturés par Rommel pendant la guerre du désert.

Ils s'engagent à combattre les Britanniques au nom de la lutte contre le colonialisme et sont stationnés sur le « Mur de l'Atlantique » à Lacanau. En février 1944, le maréchal Rommel inspecte leurs positions à Lacanau-Océan.



Bunker à Lacanau-Océan (Gironde)



21 Un débarquement raté à Bayonne

Avant le grand débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944, le « Mur de l'Atlantique » est la cible de plusieurs petites opérations militaires.

Le 27 février 1942, les Britanniques lancent l'opération « Biting ». Un commando de parachutistes débarque près de Bruneval en Normandie, afin de se saisir d'un radar du « Mur de l'Atlantique ». Le matériel électronique rapporté au Royaume-Uni est étudié et permet par la suite de mieux brouiller les radars allemands.

Le 28 mars 1942, les Britanniques lancent l'opération « Chariot ». Il s'agit de rendre inutilisable une cale du port de Saint-Nazaire (« forme Joubert »), la seule en France pouvant accueillir le plus gros cuirassé de la Marine allemande, le *Tirpitz*. Plusieurs navires de la *Royal Navy* parviennent à détruire cette cale dans le port de Saint-Nazaire.

Le 19 août 1942, les Alliés lancent l'opération « Jubilee », une attaque du port de Dieppe. De nombreux navires déposent 8 000 soldats en majorité canadiens, pour une occupation temporaire de Dieppe. Les Alliés sont repoussés par les gardiens du « Mur de l'Atlantique », et près de deux mille soldats alliés sont tués.

La propagande nazie exploite cet échec allié comme une preuve pour l'efficacité de la

« forteresse Europe », alors que les Alliés prennent conscience des fortifications allemandes. En Aquitaine, les Alliés décident en avril 1942 un débarquement sur la côte basque. L'opération « Myrmidon » a pour but de détruire le port de Bayonne, en contact commercial avec l'Espagne.

Un commando anglais de 3 000 hommes tente le 2 avril 1942 de débarquer sur la plage près de Bayonne, mais les fortes vagues rendent un accostage impossible. Les navires anglais sont découverts par la garde de côte allemande et se livrent une courte bataille d'artillerie nocturne sans pertes.

L'opération est abandonnée, et les navires rentrent en Angleterre. Cette « invasion miniature » demeure le seul accrochage entre les Alliés et les Allemands sur le « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine.



Mémorial de la Seconde Guerre mondiale à Bidart, Pyrénées-Atlantiques (Tous droits réservés)



22 Le port de Bordeaux sous l'Occupation

Le port de Bordeaux comptait avant la Seconde Guerre mondiale parmi les plus grands, avec le passage de 3 000 bateaux par an, transportant en 1938 un million de tonnes de charbon et d'huile.

Le port bordelais évolue pendant la guerre en un lieu stratégique : Il devient le port d'attache pour le commerce avec les alliés allemands, l'Espagne et le Japon.

Malgré un blocus maritime des Alliés, la marine allemande organise de nombreux allers-retours de navires commerciaux, amenant des métaux du Japon dans la ville, transférés ensuite sur les rails vers le IIIe Reich.

En trois ans, les bateaux « forceurs du blocus », transportent au total 217 000 tonnes de marchandises entre le Japon et Bordeaux. Le port de Bordeaux sert ainsi au IIIe Reich à s'approvisionner avec des matières indispensables pour son économie de guerre.

Fin 1942, le port de Bordeaux est le lieu d'un acte de sabotage allié. L'opération « Frankton » est une opération militaire menée par dix hommes d'une petite unité de commandos britanniques.

Le raid, qui commence le 7 décembre 1942 par la mise à l'eau de cinq kayaks au large de l'estuaire de la Gironde, a pour but la destruction des navires de l'Axe,

basés dans le port de Bordeaux et assurant des liaisons avec le Japon.

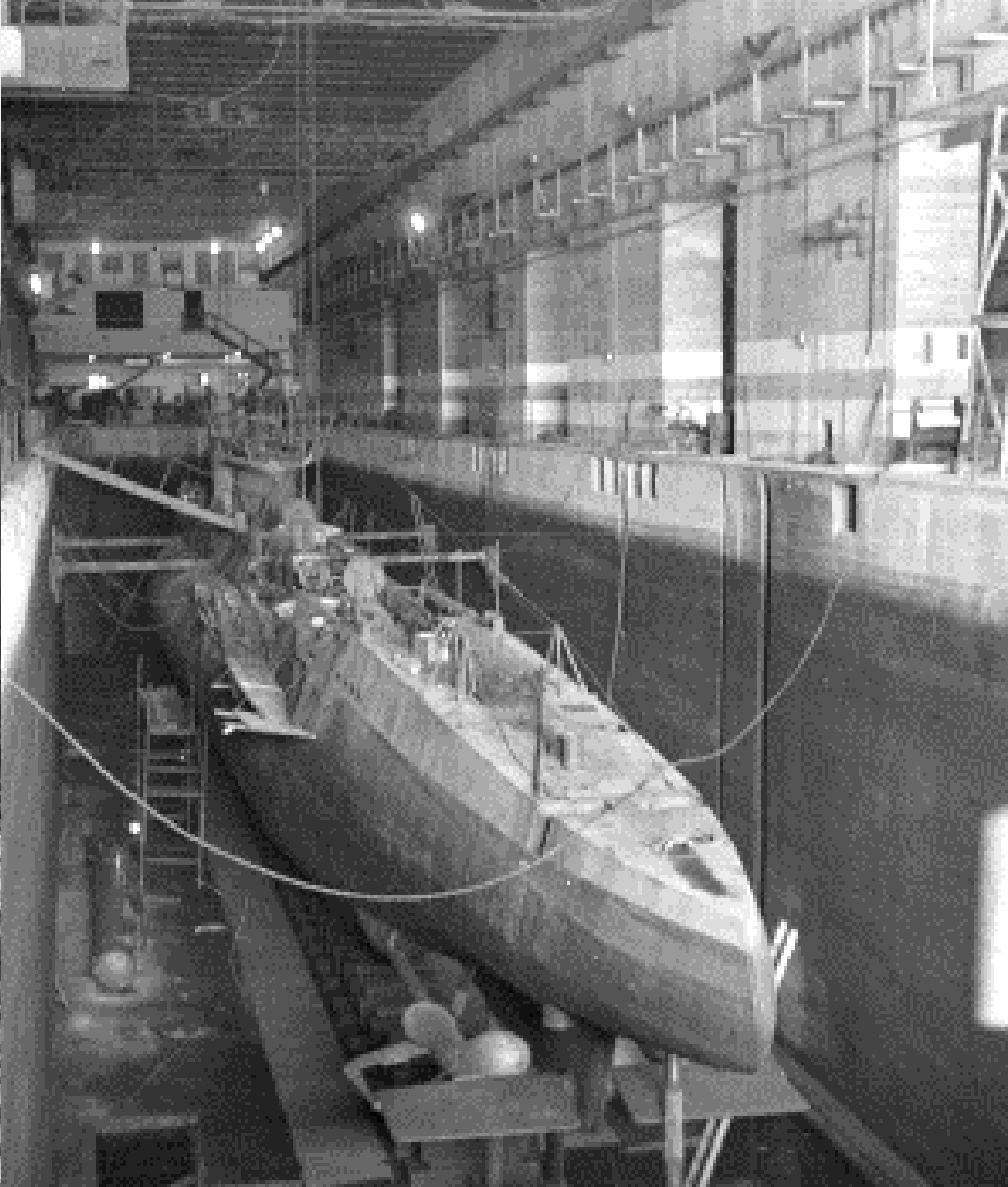
Les mines posées détruisent quatre cargos ; un *Sperrbrecher* et le pétrolier *Cap Hadid* sont également touchés. L'opération est un succès mais huit des dix commandos y perdent la vie, noyés ou exécutés par les Allemands.

Le 27 août 1944, l'armée allemande quitte la ville restée sans dommage. Afin d'empêcher un débarquement éventuel, l'occupant détruit quand même quelques installations portuaires, et la Gironde est rendue non-navigable par plus de deux cents navires coulés.

Après la guerre, des travaux importants sont nécessaires pour dégager le fleuve, et jusqu'à présent, quelques épaves demeurent toujours dans la Gironde.



Stèle en mémoire de l'opération « Frankton » à Royan (Gironde)



23 La base sous-marine de Bordeaux

L'attaque allemande contre la France est autant le début des hostilités sur terre que le départ d'une guerre maritime dans l'Océan Atlantique. Durant six ans, les Alliés se livrent une bataille acharnée avec des sous-marins allemands stationnés dans les ports en France.

Avec l'Occupation, la marine allemande dispose sur la côte française de nouveaux ports évitant aux sous-marins des longs retours vers les ports du IIIe Reich. Afin de protéger les sous-marins des bombardements alliés, l'OT construit six bases sous-marines, à Lorient, Brest, Saint-Nazaire, La Palice, Bordeaux et Marseille.

Pour les bases sous-marines, l'OT coule près de quatre millions de m³ de béton au cours de quatre ans. Chaque chantier nécessite 20 000 hommes et 2 000 camions, et la plupart d'ouvriers et du matériel sont français.

L'OT distribue les chantiers par loterie aux entreprises car l'intérêt est important et les sommes investies sont tout à fait considérables : chaque base se chiffre à 400 millions de francs, et les chantiers promettent des profits de 300 pourcent.

À Bordeaux, après sa mise en service, le bunker abrite la 12e flottille allemande. Elle arrive en octobre 1942 à Bordeaux, composée de 22 sous-marins d'attaque et de 21 sous-marins ravitailleurs, les « vaches à lait ».

La flottille opère dans l'Atlantique et dans l'Océan Indien où elle coule au total 104 navires alliés.

Avec les ravitailleurs, cette flottille est d'une grande importance car elle amène le carburant au front maritime sans que les sous-marins d'attaque doivent retourner dans les ports. Pour des plus grandes capacités, la marine allemande transforme plusieurs sous-marins en « vache à lait ». Les travaux sont effectués par une entreprise allemande établie à Hambourg, les chantiers navals BLOHM & VOSS.

BLOHM & VOSS transforme pendant deux ans neuf sous-marins d'attaque en ravitailleurs. De plus, l'entreprise se charge de l'entretien de tous les navires et, en septembre 1943, elle est également responsable pour l'entretien de l'artillerie sur la côte. L'entreprise BLOHM & VOSS devient ainsi le réparateur du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine.



La base sous-marine de Bordeaux © Gaida



24 Les « Espagnols rouges » à Bordeaux

Après la victoire de Franco dans la guerre civile, l'Espagne connaît un exode de milliers de républicains espagnols et de « brigades internationales » vers la France. Afin d'héberger les réfugiés, le gouvernement français crée dès le printemps 1939 de nombreux « camps d'accueil », entre autres à Vernet, Rivesaltes, Septfonds et Gurs.

Les « Espagnols rouges » sont les premiers travailleurs forcés du régime de Vichy. Plus de 30 000 réfugiés espagnols et 10 000 autres étrangers travaillent durant quatre ans sans salaire sous le contrôle d'un nouveau « Commissariat à la lutte contre le chômage » dans l'agriculture et l'industrie de la zone libre.

À partir de 1941, Vichy met les GTE à la disposition de l'occupant. L'emploi des Espagnols pour la construction des bases sous-marines sur la façade atlantique est une initiative française : afin de préserver la main-d'œuvre française d'une réquisition, Vichy propose les étrangers en espérant d'épargner ses citoyens. Les Espagnols sont ainsi déportés à Brest, Lorient, La Rochelle, Saint-Nazaire et Bordeaux.

A Bordeaux, la caserne Niel est réquisitionnée par l'armée allemande pour y interner 3 000 réfugiés espagnols. Ils sont employés par l'Organisation Todt et travaillent à la base sous-marine allemande en construction dans le bassin à flot.

Le camp de la caserne Niel est dirigé par le germano-espagnol José María Otto Warncke, chef de camp et agent de liaison de l'Organisation Todt avec les travailleurs espagnols. Durant les travaux de la base sous-marine, au moins 68 Espagnols trouvent la mort.

A partir de 1943, un millier de travailleurs espagnols s'évadent de la caserne Niel. Beaucoup rejoignent la Résistance et intègrent les bataillons « Gernika » et « Libertad » qui participent en avril 1945 à la bataille contre la forteresse du « Mur de l'Atlantique » dans le Médoc.

Après la Libération, les républicains espagnols espèrent en vain une intervention alliée contre l'Espagne de Franco. Une grande majorité d'entre eux reste finalement exilée en France : des réfugiés devient des immigrants.



Stèle à la mémoire des réfugiés espagnols internés à la caserne Niel (Bordeaux)



25 Le sauveur allemand de Bordeaux

En juillet 1944, la ville est la cible d'un étonnant acte de sabotage. Un mois après le débarquement allié en Normandie, l'armée allemande stationnée à Bordeaux reçoivent l'ordre de quitter la ville.

Afin d'empêcher un débarquement allié à Bordeaux, le commandant allemand de la ville est sollicité pour détruire le port et les quais, engendrant la mort de la population dans les environs.

Cependant, le plan est déjoué par le jeune Heinz Stahlschmidt, sous-officier de la Marine allemande.

Etant responsable pour le bunker où sont stockés les amorces nécessaires pour la destruction des quais, ce jeune soldat, ayant des bonnes relations avec des Français, décide de les faire exploser afin de rendre une destruction impossible.

Considéré comme traître et déserteur, Il sera protégé par la résistance française. Questionné sur ses raisons, il déclare après la guerre : « La conscience est plus importante que la discipline. »

Le 27 août 1944, l'armée allemande quitte la ville restée sans dommage. Afin d'empêcher un débarquement éventuel, l'occupant détruit quand même quelques installations portuaires, et la Gironde est rendue non-navigable par plus des deux cents navires coulés.

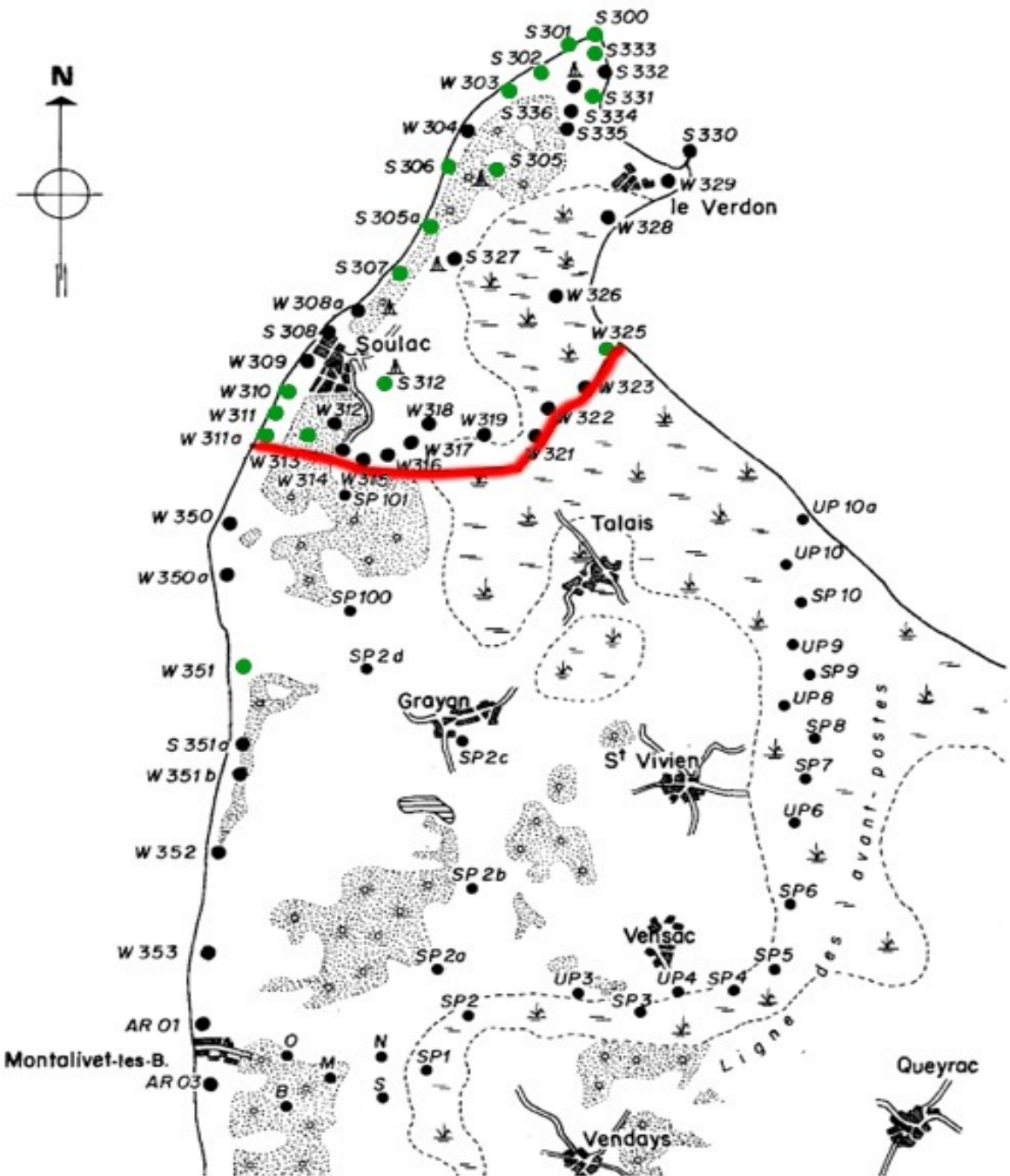
Après la guerre, des travaux importants sont nécessaires pour dégager le fleuve, et jusqu'à présent, quelques épaves demeurent toujours dans la Gironde.

Naturalisé français sous le nom de Henri Salmide en 1947, Heinz Stahlschmidt épouse une Française et travaille à Bordeaux comme démineur.

Il a reçu la médaille de la Ville de Bordeaux et la Légion d'honneur. Une rue de Bordeaux dans le quartier Bacalan près de la base sous-marine porte son nom.



Pointe de Grave



26 La « forteresse Gironde-Sud »

Après le raid allié sur Dieppe en 1942, l'armée allemande renforce considérablement la protection de tous les ports de la façade atlantique, les transformant en « forteresses » (*Festungen*).

Autour de la ville de Royan, l'Organisation Todt construit la forteresse « Gironde-Nord », comprenant 300 canons et une importante défense anti-aérienne.

Dans le Médoc, l'armée allemande construit la forteresse « Gironde-sud ». Les travaux débutent en août 1942. La direction de l'OT à Bordeaux installe une antenne dans un hôtel à Soulac, et deux cents hommes de l'OT prennent en main les chantiers, rejoints par des entreprises allemandes, françaises et belges.

La forteresse du Nord de Médoc s'étend de Soulac au Verdon et comprend 37 positions plus ou moins importantes comptant environ 350 bunkers.

Elle est limitée au sud de Soulac par un fossé anti-char, mais se prolonge par un terrain de combat avancé jusqu'à Montalivet, comprenant 37 positions dont 29 positions légères.

La forteresse est conçue comme une petite ville, avec un réseau téléphonique, une station radio, une boulangerie, un abattoir, deux fermes, une salle d'opération, un parc automobile, une armurerie et une distillerie de l'alcool.

Début 1944, la station balnéaire de Soulac reçoit aussi un camp pour réfractaire du STO. Une centaine d'hommes est envoyée dans le camp au lieu-dit « Les Huttes » où ils dorment dans des baraquements en bois sur la terre battue, après une journée de travail de 12 heures. Le camp est surnommé « le paradis ».

Quatorze forteresses au total, à défendre selon un ordre d'Hitler « jusqu'à la dernière balle », sont construites aux Pays-Bas, à la Mer du Nord, aux îles anglo-normandes ainsi que dans les ports de Brest, Lorient, Saint-Nazaire et La Rochelle.



Batterie côtière de Fort du Médoc
à Soulac (Gironde)



27 La bataille de la « poche du Médoc »

Le 6 juin 1944, la façade atlantique en France est le lieu du plus grand débarquement dans l'histoire militaire, introduisant la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le continent européen.

Après un jour de durs combats, les Alliés percent le 6 juin 1944 le « Mur de l'Atlantique » en Normandie, et la « forteresse Europe » est prise d'assaut. Le soi-disant « imprenable rempart » se révèle le plus grand factice de la Seconde Guerre mondiale.

Les mois suivants, les Alliés libèrent toute la France, seules quelques unités allemandes restent isolées dans les « forteresses » du Mur de l'Atlantique en Bretagne, en Charente et en Aquitaine.

En septembre 1944, les Allemands s'enferment dans la « forteresse Gironde-nord » à Royan où vivent encore près de 2000 civils. Les Alliés demandent du soutien aérien, mais l'opération « Indépendance », fixée au 10 janvier 1945, est reportée, sans que les bombardements soient annulés.

Dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945, des bombardiers alliés larguent sur la ville de Royan plus de 1500 tonnes de bombes ordinaires et 27 tonnes de bombes incendiaires. Ce bombardement provoque 441 morts et plus de 400 blessés. Le centre-ville de Royan est rasé, alors qu'aucun bunker

allemand n'est touché.

Le 18 avril 1945, les « Forces françaises de l'intérieur » (FFI) attaquent la « forteresse Gironde-sud » : afin de briser la défense sévère des Allemands dans leur forteresse, l'aviation américaine soutient l'attaque par des bombardements avec du napalm.

La Brigade « Carnot », dirigée par le colonel Jean de Milleret, attaque la « forteresse Gironde-sud » avec 13 000 hommes, dont des tirailleurs marocains, des républicains espagnols (bataillon « Libertad ») et des nationalistes basques (bataillon « Guernica »).

Deux semaines avant la capitulation du IIIe Reich en mai 1945, la « poche du Médoc » est prise d'assaut, et l'Aquitaine se libère de l'occupation allemande de ses propres mains.



Mémorial de la « poche du Médoc »
à Souillac-sur-Mer (Gironde).



28 Les bunkers, des lieux de mémoire

Les bunkers du « Mur de l'Atlantique » demeurent aujourd'hui parmi les derniers lieux d'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Aquitaine.

Beaucoup de bunkers qui ont été détruits après la guerre, sont désormais enfouis dans le sable, ils demeurent cachés dans des jardins privés ou ont disparu dans la mer. Mais un grand nombre demeure encore sur les plages aquitaines, longtemps ignorés par la mémoire collective.

Depuis quelques années, des associations passionnées d'histoire ont commencé à répertorier, restaurer et présenter les bunkers restants.

Sur le bassin d'Arcachon, l'association GRAMASA restaure et étudie depuis des années tous les bunkers sur terre et sous mer, parfois aménagés pour recevoir le grand public à travers plusieurs sites sur le bassin.

Dans le Médoc, au pays basque et dans les Landes, plusieurs associations œuvrent à la sauvegarde de nombreux bunkers restant sur le littoral.

D'autres associations s'intéressent aux victimes du travail forcé durant la construction du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine et aux victimes du régime nazi. L'association du « Souvenir des fusillés de Souge » a pour vocation de rendre

hommage aux résistants fusillés par les nazis.

Fondée en 1980, l'Amicale du Camp de Gurs a pour vocation de regrouper tous les anciens internés, leurs familles et leurs amis de ce camp.

Une association s'est constituée en juin 2012 pour la mémoire du seul Stalag encore existant en Aquitaine : « Mémoire du Camp de Prisonniers de Buglose ».

« Ay Carmela » est une association des descendants des exilés de l'Espagne républicaine qui furent contraints de construire la base sous-marine de Bordeaux.

Des « stigmates » de la guerre sont ainsi valorisés comme lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Aquitaine.



Bunker-Musée de GRAMASA à Gujan-Mestras (Gironde)



29 Les bunkers, des récifs artificiels

Le bassin d'Arcachon est une lagune d'une superficie de 150 km². On y pratique l'ostréiculture, la pêche et la navigation de plaisance. Depuis 2014, il abrite un Parc naturel marin. Chaque été, près d'un demi-million de touristes séjournent sur le bassin.

Le Bassin d'Arcachon est un grand espace pour les amoureux de la mer et les passionnés de la plongée sous-marine. Ses eaux cachent une vie sous-marine riche et variée.

Dans le cadre du « Mur de l'Atlantique », les troupes allemandes ont construit plusieurs positions d'artillerie à l'entrée du bassin. Suite à l'érosion des dunes, les bunkers au pied de la dune de Pyla dit de « Gaillouneys » gisent désormais entre 5 et 25 mètres de profondeur.

Posés sur un fond de sable, ces ouvrages historiques forment désormais des récifs artificiels fixant une faune d'une richesse étonnante.

Les bunkers immergés hébergent des anémones et protègent des congres, raies, araignées de mer ou encore des hippocampes.

Dans les profondeurs du bassin d'Arcachon, les bunkers du « Mur de l'Atlantique » ont ainsi trouvé une nouvelle vocation.

L'association GRAMASA a pour mission d'étudier, de protéger et de faire découvrir au plus grand nombre la biodiversité captée par ces récifs artificiels autour des bunkers immergés du « Mur de l'Atlantique ».

Outre des plongées organisées sur le site de Gaillouneys, l'association gère aussi le bunker-musée à La Hume reconstitué à l'identique, la salle d'exposition dans le bunker du phare au Cap Ferret et le « bunker 502 » restauré à Arcachon.

D'autres sites sont en cours de restauration qui s'ajouteront à ce véritable maillon de lieux de mémoire du « Mur de l'Atlantique » autour du bassin d'Arcachon gérés par l'association GRAMASA.

www.gramasa.com



Bunker émergé dans le bassin d'Arcachon couvert d'anémone © GRAMASA

30 Crédits

- 1 Photo du Atlantikwall dans le Médoc © Bundesarchiv
- 2 Carte du Atlantikwall en France © Cartridge
- 3 Photo d'Hitler à Paris 1940 © Bundesarchiv
- 4 Carte de l'Organisation Todt en France 1940-44 © Gaida
- 5 Rencontre Hitler-Pétain à Montoire © Bundesarchiv
- 6 Construction d'un bunker du « Mur de l'Atlantique » © Bundesarchiv
- 7 Oradour-sur-Glane après sa destruction © Bundesarchiv
- 8 Départ des travailleurs français dans le cadre du STO © Bundesarchiv
- 9 Résistants arrêtés par la Milice © Bundesarchiv
- 10 Carte du « Mur de l'Atlantique » en Aquitaine © Cartridge
- 11 Carte d « Mur de l'Atlantique sur le bassin d'Arcachon © GRAMASA
- 12 Carte du « Mur de l'Atlantique » au pays basque @ wehrmacht64.canalblog.com
- 13 Soldat allemand sur les quais de Bordeaux © Bundesarchiv
- 14 Déportation des juifs © Bundesarchiv
- 15 Soldat allemand dans un vignoble bordelais © Bundesarchiv
- 16 Travailleurs du GTE au camp de Gurs © Amicale de Gurs
- 17 Baraques du camp de Gurs © Bundesarchiv
- 18 Baraques du camp de Mérignac © Archives départementales de la Gironde
- 19 Prisonniers de guerre coloniaux © Bundesarchiv
- 20 Rommel devant la « Légion indienne » à Lacanau © Bundesarchiv
- 21 Soldats alliés tombés à Dieppe © Bundesarchiv
- 22 Navires coulés dans le port de Bordeaux © Bundesarchiv
- 23 Cale de la base sous-marine de Bordeaux © Bundesarchiv
- 24 Entrée du camp de l'Organisation Todt à Bordeaux © Bundesarchiv
- 25 Portrait de Heinz Stahlschmidt © Sud-Ouest
- 26 La « Forteresse Gironde-Sud » © Association du Mémorial de la Forteresse du Nord-Médoc
- 27 Ruines de l'église de la ville de Royan © Sud-Ouest
- 28 Mémorial des républicains espagnols à Bordeaux © Gaida
- 29 Bunkers immergés au Cap Ferret © GRAMASA

